

Gilets jaunes et Capitole: une déraisonnable exploitation politique

PAR MATHILDE GOANEC ET ELLEN SALVI
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 7 JANVIER 2021

L'intrusion violente de militants pro-Trump au Capitole a inspiré à certains élus LREM et RN une analogie avec les gilets jaunes. Les deux camps se sont attaqués mutuellement, la majorité en profitant aussi pour fustiger les Insoumis.



A Washington, le 6 janvier. © Roberto Schmidt/AFP

Emmanuel Macron a surgi sur les réseaux sociaux en plein milieu de la nuit. Dans une courte vidéo solennellement enregistrée derrière un pupitre de l'Élysée, le président de la République a condamné l'intrusion violente des manifestants pro-Donald Trump dans l'enceinte du Congrès américain, mercredi 6 janvier à Washington (États-Unis). « Nous ne céderons rien à la violence de quelques-uns qui veulent remettre en cause » la démocratie, a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « C'est notre choix, depuis plusieurs siècles, de mettre la dignité humaine, la paix, le respect de l'autre, la reconnaissance de la liberté au-dessus de tout, qui est aujourd'hui menacé dans nos démocraties. »

Sitôt les premières images du Capitole diffusées, la quasi-totalité des élus La République en marche (LREM) y est allée de son propre commentaire sur les événements, en utilisant un prisme politique très franco-français. « #Trump n'invente rien. @JLMelenchon et @Francois_Ruffin ont en leur temps tenté le coup de force institutionnel #FranceUnie #Macron2022 », a par exemple tweeté le député de la majorité Bruno Questel, avant d'interpeller directement le chef de file de La France

insoumise (LFI) : « En France, le danger est connu ; c'est vous, prêt à tout, même au pire... » Plusieurs militants marcheurs lui ont emboîté le pas.



Les partisans de Trump forcent les barrages policiers devant le Capitole, le 6 janvier. © Roberto Schmidt/AFP

C'est notamment le cas d'Ambroise Méjean, délégué général des Jeunes avec Macron, qui a écrit à l'attention de Jean-Luc Mélenchon : « Le danger pour la démocratie c'est tous ceux qui encouragent les séditeux et la violence. Qu'ils se nomment gilets jaunes, qu'ils soient supporters de Trump, d'extrême droite ou anarchistes. Vous les nourrissez et vous devriez avoir honte. » Dans les rangs de LREM, l'analogie avec le mouvement citoyen qui a bousculé la France à l'hiver 2018 a aussi été reprise par la députée Aurore Bergé, présidente déléguée du groupe majoritaire à l'Assemblée nationale qui a retweeté le message suivant : « Factieux trumpistes aujourd'hui / gilets jaunes hier. »

À l'époque déjà, Emmanuel Macron s'était élevé contre ce qu'il qualifiait de « démocratie de l'émeute ». « Il faut maintenant dire que lorsqu'on va dans des manifestations violentes, on est complice du pire », avait-il déclaré en février 2019, en saluant « le travail remarquable » des forces de l'ordre mobilisées durant les « samedis de violence ». « Les #GiletsJaunes seraient arrivés au même résultat à l'Élysée ou à l'@AssembléeNat sans l'action de la #Police. Les extrémistes qui les ont encouragés espéraient aussi obtenir par la rue ce que les urnes leur refusent. D'où la nécessité d'endiguer une insurrection. #Capitol », a d'ailleurs réagi le syndicat policier Synergie-Officiers.

Confronté à un mouvement hors cadre qui ne lui offrait aucune prise, le pouvoir avait très tôt tenté de le délégitimer. Le ministre de l'intérieur de l'époque, Christophe Castaner, avait ainsi réduit les manifestants

parisiens du **24 novembre 2018** à des « *séditieux d'ultradroite* », tandis que son successeur à Beauvau, Gérard Darmanin, qui était alors ministre de l'action et des comptes publics, avait parlé de « *peste brune* ». À l'occasion de ses vœux pour l'année 2019, le président de la République avait quant à lui fustigé les « *porte-voix d'une foule haineuse* » qui s'en prennent à certaines personnes au prétexte de « *parler au nom du peuple* ».

Cette analogie entre les gilets jaunes et les événements du Capitole s'inscrit dans une stratégie politique mise en place par les macronistes depuis le début du quinquennat, autour **d'une ligne de partage trop simpliste pour être pertinente** – « *progressistes* » contre « *nationalistes* » ou « *populistes* ». Profitant de l'affaiblissement des partis d'opposition et se présentant comme le seul rempart face au « *chaos* », Emmanuel Macron a placé l'extrême droite au centre du jeu, au risque de l'installer **comme unique alternative**. D'ailleurs, certains élus du Rassemblement national (RN) ont eux aussi cherché des passerelles entre les États-Unis et la France.

« *Complicé effectivement pour la France des #GiletsJaunes de donner des leçons de démocratie aux États-Unis. Les démocraties occidentales sont malades des élites mondialisées qui ont trahi les peuples. En France comme aux États-Unis* », a ainsi tweeté l'eurodéputé du RN **Jérôme Rivière**. « *Les grandes leçons de Macron, président de la répression contre les manifestations des Gilets Jaunes et sous lequel les libertés ne cessent de reculer. Les peuples n'en peuvent plus de ces élites moralisatrices et de leur Système qui les piétinent depuis de longues années...* », a également commenté son collègue de banc au Parlement européen, **Jean-Lin Lacapelle**.

À quel point cette analogie avec le mouvement français tient-elle ? Et de quoi parle-t-on exactement ? Des gilets jaunes sous leur forme organisée, dynamique, ou d'un individu gilet jaune archétypal, qui n'existe pas, une sorte de parfait « Jojo le gilet jaune », pour reprendre l'expression d'Emmanuel Macron ? Quoi qu'il en soit, les caractéristiques des mouvements américains et français ont fort

peu en commun. La foule qui a pris d'assaut le Capitole en passant par ses fenêtres est un agglomérat d'Américains patiemment fanatisés **par Donald Trump**, arborant sur leurs casquettes rouges les lettres « *MAGA* », du fameux slogan « *Make America great again* », celui de sa campagne en 2016.

Les gilets jaunes, des citoyens d'horizons très divers

Tatouages nazis sur le corps, drapeaux confédérés à la main, l'affiliation de ces manifestants à l'extrême droite ainsi qu'à diverses idéologies racistes est patente, de même que leur ultra-conspirationnisme, symbolisé par les nombreuses références au mouvement des QAnon. Il s'agit d'un mouvement pourvu d'un leader, qu'une partie de la classe politique américaine soutenait jusqu'à récemment, disposant d'argent et de relais médiatiques.

Car si ces Américains ont envahi le Capitole, sous les yeux médusés du monde, ils l'ont fait pour répondre à la suggestion de ce milliardaire devenu président des États-Unis, qui, dans le cadre d'une manifestation qu'il avait lui-même organisée à Washington, clamait ceci : « *Nous ne concéderons jamais la défaite.* »

Donald Trump s'est finalement retrouvé obligé de siffler la fin de partie pour que ses « *proud guys* » rebroussent chemin, tout en les assurant de son soutien et de son « *amour* ». Ces militants, les mêmes qui avaient tenté d'intimider les agents des bureaux de vote en novembre dernier, ne remettent pas en cause les règles du jeu électoral américain. Ils contestent seulement l'échec de leur chef, privé par les urnes d'un deuxième mandat. Si certains brandissaient la Constitution, s'en seraient-ils seulement souciés si leur candidat avait remporté la mise face à Joe Biden ?

Les gilets jaunes ont, eux, démarré leur mouvement sur une revendication de pouvoir d'achat, et de contestation d'une nouvelle « *taxe carbone* », avant de squatter les ronds-points de leurs villes. Cet appel de novembre 2018 a effectivement réuni des citoyens d'horizons très divers, politiquement, socialement, économiquement, dans un mouvement bien plus composite que les mobilisations sociales françaises

ordinaires. Leur dépolitisation partisane initiale fut également un marqueur bien plus fort que leur affiliation à un camp en particulier.

Le mouvement s'est bel et bien fortement politisé au fil des mois, mais en penchant vers les notions de justice sociale et fiscale, voire climatique, et une remise en cause de la démocratie représentative, avec notamment cette revendication phare du référendum d'initiative citoyenne (RIC), basée, il est vrai, sur une profonde méfiance, pour ne pas dire une franche détestation, de la « *classe politique* » nationale. Des sujets plus sociétaux comme l'immigration – qu'Emmanuel Macron **avait d'ailleurs tenté d'imposer** dans son « grand débat national » – ou d'autres relatifs à la famille ont souvent été quasiment bannis des discussions collectives organisées, car considérés comme « hors champ », et potentiellement destructeurs pour les groupes locaux.

Le racisme, la xénophobie, la lutte contre l'avortement ou la défense des valeurs familiales traditionnelles, l'anti-étatisme et le conspirationnisme n'ont jamais constitué le carburant des gilets jaunes. La prise des institutions par la violence n'a jamais figuré non plus dans les feuilles de route définies lors des nombreuses tentatives de consolidation programmatique menées à l'occasion des assemblées populaires locales, des AG régionales ou nationales (*racontées ici, ici, ou là*).

Il y a bien eu des slogans ou des pancartes racistes, homophobes, antisémites, dans les cortèges ou sur les ronds-points, ce que Mediapart a d'ailleurs relaté **dans différents articles**. Mais cela s'est déroulé à la marge du mouvement, et fut le plus souvent canalisé **par les gilets jaunes eux-mêmes**.

Il y a aussi eu des électeurs de l'extrême droite dans les groupes éparpillés à travers la France, tout comme des militants de la France insoumise ou du NPA, des syndicalistes, tout le spectre des militants de gauche. Les effets de bulles, alimentées par une consommation effrénée des réseaux sociaux, nourrissent sans doute le complotisme d'une partie de la population française, et parmi elles les plus réfractaires aux discours officiels, dont bien sûr des gilets jaunes, mais rien ne dit, là encore, que se revendiquer de ce mouvement

rende davantage perméable à de telles dérives. **Le mouvement des QAnon** va par exemple **pêcher très large**, des gourous du bien-être aux youtubeurs.

Sur le mode opératoire, enfin. Des citoyens, peinturlurés et à l'allure baroque, qui se filment et font des selfies dans les couloirs en marbre du Capitole, le tout dans une ambiance de désorganisation évidente, ont contribué, en France, à filer l'analogie. L'Arc de triomphe vandalisé, et cette statue déplâtre éborgnée, présentée à tort comme la Marianne de la République, les institutions n'étaient-elles pas chez nous aussi sur le point de tomber, ce 1^{er} décembre 2018 ?

À ce moment-là, **comme l'ont répété les commentateurs politiques**, Emmanuel Macron a eu peur pour les institutions et « donc pour lui-même ». Mais il s'agissait, à l'issue d'une manifestation très tendue, d'érafler un symbole inerte du pouvoir, ce qui place l'opération à mille lieues de la charge sur le Congrès américain, haut lieu du pouvoir législatif, avec le soutien d'un président en exercice.

Il y a bien eu, **le 5 janvier 2019**, « l'assaut au transpalette », abondamment commenté lui aussi, du secrétariat d'État de Benjamin Griveaux, alors porte-parole du gouvernement. L'histoire nous apprendra qu'il s'agissait de seulement cinq gilets jaunes – deux d'entre eux seront relaxés par la justice dans cette affaire, et trois seront condamnés –, juchés sur un chariot élévateur, qui après avoir défoncé la porte du ministère sont allés s'en prendre à une vitrine voisine. Pas vraiment une attaque coordonnée contre les institutions de la République.

Quant aux appels réguliers, et un peu bravaches, à « *prendre l'Élysée* » au cours de ces longs mois de manifestations, ils sont du même acabit : plus proches de la jouissance à s'approcher des lieux de pouvoir, politiques ou financiers, et surtout hautement symboliques.

Enfin, l'aspect insurrectionnel, parfois émeutier, des « samedis jaunes », où se sont agrégés bien d'autres groupes militants – antiracistes, climatiques, syndicaux –, résulte d'une confrontation assidue et régulière avec les forces de police, aux techniques de maintien de l'ordre répressives dénoncées, jusque

sur la scène internationale. À tel point que **les violences policières** sont venues s'ajouter à l'arc des revendications initiales.

Croire déceler les gilets jaunes dans l'ombre des factieux du Capitole semble donc aussi étrange que de voir, comme le faisaient les commentateurs russes

facétieux hier soir, une réplique des révolutions colorées au Kirghizistan, en Géorgie ou en Ukraine, ces vingt dernières années, dans les événements américains de mercredi. Le trait commun, en revanche, peut être que chaque dirigeant politique y projette ses propres effrois et fantasmes.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.